

Avant de devenir le CASH Hôpital Max-Fourestier, la Maison départementale de Nanterre a suscité bien des interrogations et nourrit bien des légendes et des rumeurs.

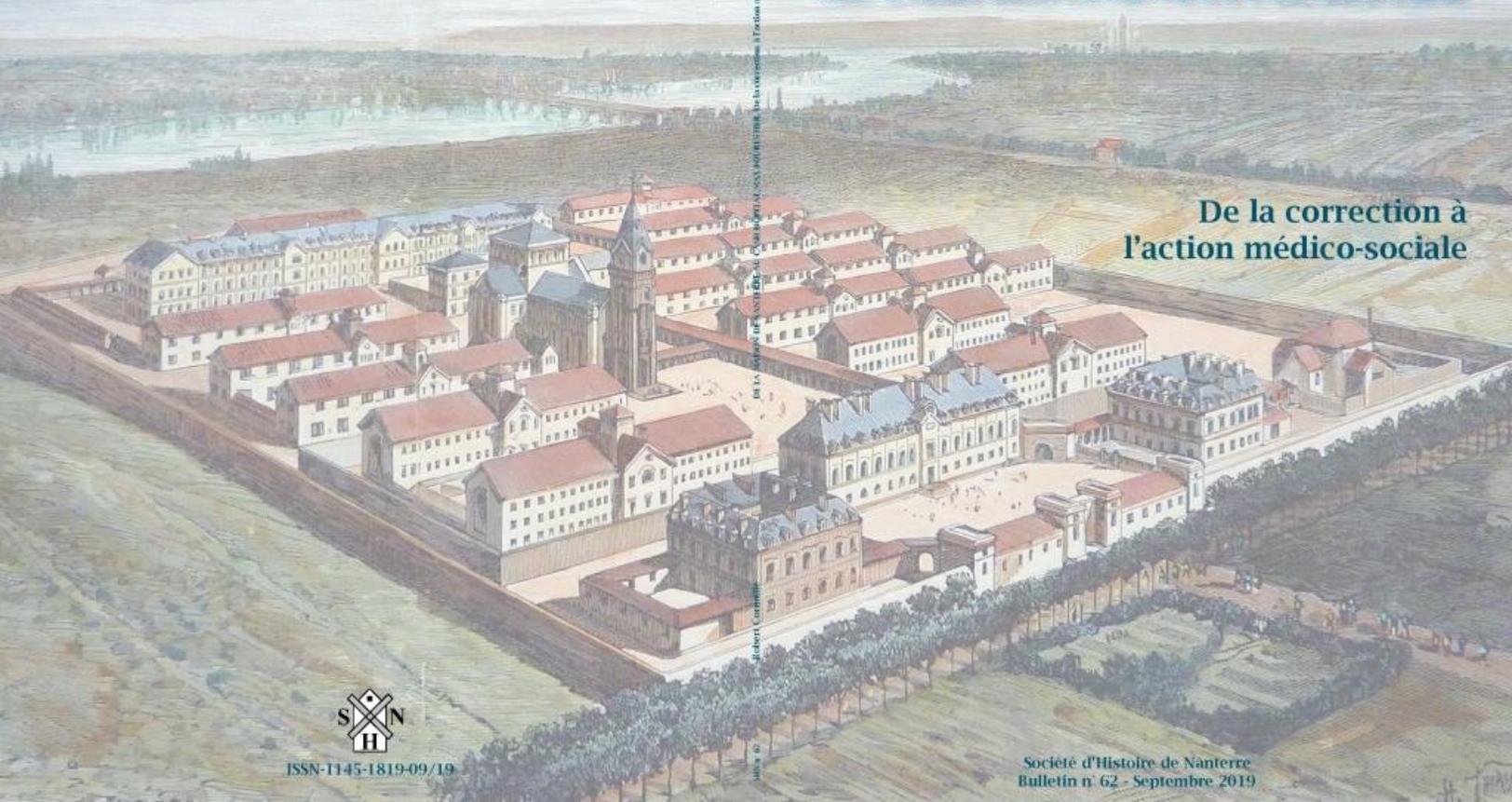
Prison ? Asile ? Dépôt de mendicité ? Hospice ? Ou bien tout cela à la fois ?
Comment y vivait-on ?

Par le texte et par l'image, ce bulletin de la Société d'histoire se propose d'apporter des réponses.

ROBERT CORNAILLE

DE LA MAISON DE NANTERRE AU CASH HÔPITAL MAX-FOURESTIER

De la correction à
l'action médico-sociale



Par la Société d'histoire de Nanterre au 10 rue de la République 92000 Nanterre. Le bulletin est édité par la Société d'histoire de Nanterre. Il est distribué gratuitement.



ISSN-1145-1819-09/19

Société d'histoire de Nanterre
Bulletin n° 62 - Septembre 2019

TABLE DES MATIÈRES

4	ÉDITORIAL
5	INTRODUCTION
6	ENTRE CHARITÉ ET RÉPRESSION
7	DE SAINT-DENIS À NANTERRE
8	UNE ARCHITECTURE RATIONALISTE
10	Le bâtiment de l'administration
10	Les bâtiments annexes
10	La chapelle
11	Le bâtiment de la communauté religieuse
11	L'infirmierie
12	Les bâtiments de détention, les dortoirs et les ateliers
12	Les bâtiments cellulaires
13	Les dortoirs et ateliers
13	Les liaisons entre les bâtiments
13	Les équipements
14	Un cimetière.
14	LE PRIX DU MODERNISME
15	L'IDÉOLOGIE DE L'INSTITUTION
15	Prison ou hospice ?
16	Prison et hospice
16	LA VIE DERRIÈRE LES MURS
16	Organisation et conditions de vie à la Maison départementale
17	Une ségrégation en sections
17	1 ^{ere} section
18	2 ^e section
18	3 ^e section
18	4 ^e section
19	5 ^e section
19	Une crèche
19	Un règlement intérieur coercitif
19	Une journée ordinaire des 1^e, 2^e et 3^e sections hommes et femmes
20	Les loisirs
20	Le régime alimentaire
21	La cantine
21	Une grève des estomacs
22	Le travail
24	Des auxiliaires à moindre coût
24	De la main d'œuvre bon marché

24	UN MODÈLE CONTESTÉ
26	Une double administration
26	La fin de la prison
27	Une surpopulation
28	Une infirmerie malsaine
28	1903 : de légères améliorations
29	Irrégularités et scandales
29	Le développement de la fonction asilaire
29	Des enfants à la Maison de Nanterre
30	1911 une maternité
30	1914-1918 ANNÉES DE GUERRE
31	DE L'INFIRMERIE À L'HÔPITAL
33	LA MAISON DÉPARTEMENTALE DE NANTERRE ET LA VILLE
33	Un monde fermé
37	Un quartier en formation
39	Le logement du personnel
39	1935 : de nouveaux rapports
41	L'hiver 1953-1954 et la BAPSA
41	1958 et la guerre d'Algérie
41	Un quartier urbanisé
42	1970 : De l'hospice à la maison de retraite
44	Une visite inattendue et salutaire
45	1989 LA CRÉATION DU CASH
48	Le secteur sanitaire
49	Un institut de formation en soins infirmiers
49	Le secteur médico-social
50	Le secteur social
50	Des animations
51	À NANTERRE, L'HÔPITAL C'EST VITAL !
53	CONCLUSION
54	Ils ont visité la Maison de Nanterre
54	Quelques éléments de bibliographie
54	Remerciements
55	Catalogue des bulletins de la S.H.N

ÉDITORIAL

L'histoire de ce qui est devenu aujourd'hui le Centre d'Accueil et de Soins Hospitaliers de Nanterre n'a rien de glorieux pour ceux qui en sont à l'origine. A la fin du XIX^{ème} siècle, les pauvres étaient considérés comme une menace, et ceux qui mendiaient dans les rues de Paris en étaient chassés pour être regroupés à Nanterre, dans une « Maison » où les sans-abri côtoyaient des prisonniers de droit commun. Un tel lieu ne pouvait que susciter la peur, nourrir les fantasmes et générer les rumeurs les plus folles.

Les choses ont été ainsi, inhumaines et indignes, et le grand mérite de ce bulletin de la Société d'Histoire de Nanterre, réalisé par Robert Cornaille, est de restituer la mémoire de ce lieu, dans toutes ses vérités, sans occulter les plus sombres.

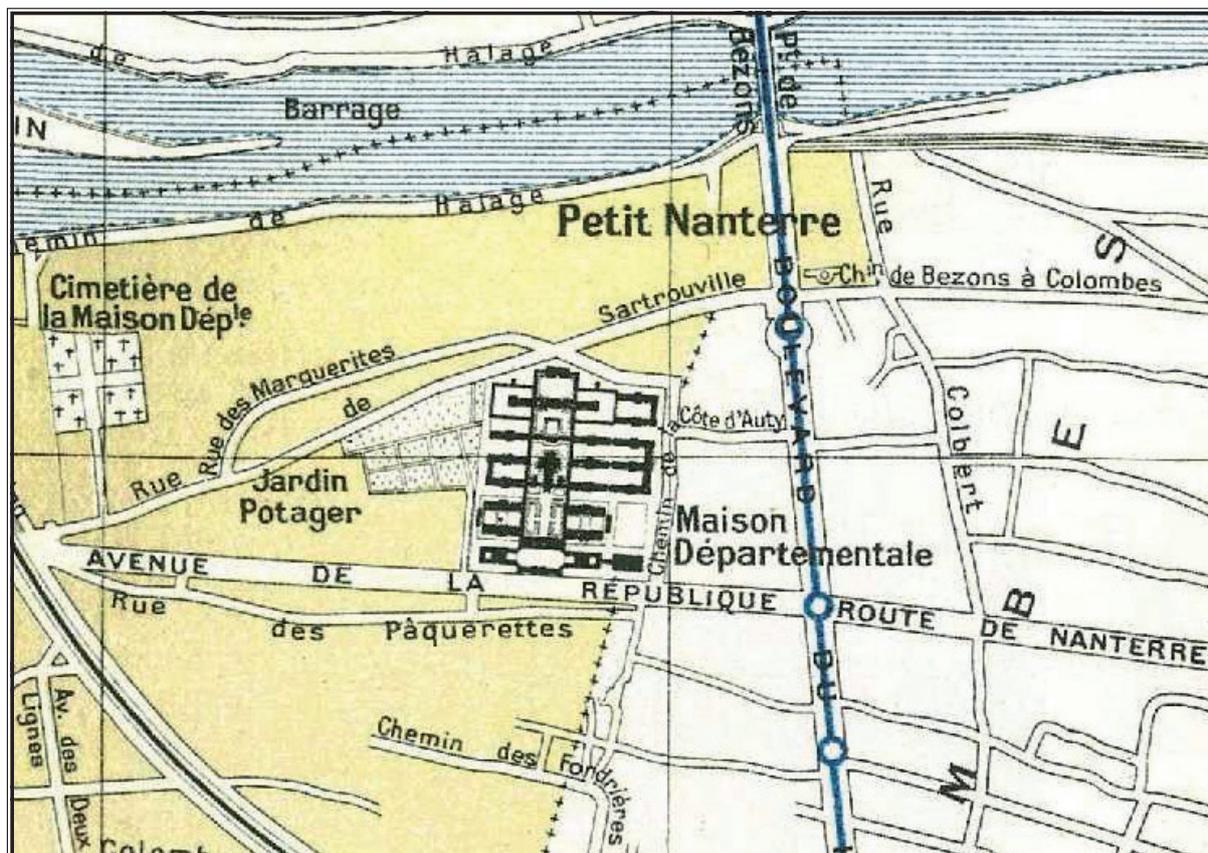
Très utile à la compréhension de notre ville, ce travail de recherche s'arrête là où commence l'autre histoire du CASH, qui regroupe aujourd'hui, au sein d'un même ensemble, un centre d'accueil des sans domicile fixe, une maison de retraite, un hôpital avec sa maternité et trois instituts de formation. À noter tout de même qu'il a fallu attendre 2017 pour que le conseil d'administration du CASH ne soit plus présidé par le Préfet de police de Paris mais par le maire de Nanterre, mettant ainsi fin à une logique de maintien de l'ordre dans la gestion de cet établissement.

L'évolution la plus récente du CASH a été marquée par une mobilisation de grande ampleur pour maintenir l'activité hospitalière, et par le choix d'un projet de rénovation de l'ensemble du site, pour l'ouvrir davantage sur la ville, pour accompagner ainsi une ambition retrouvée. Cette histoire, en cours, reste à écrire.

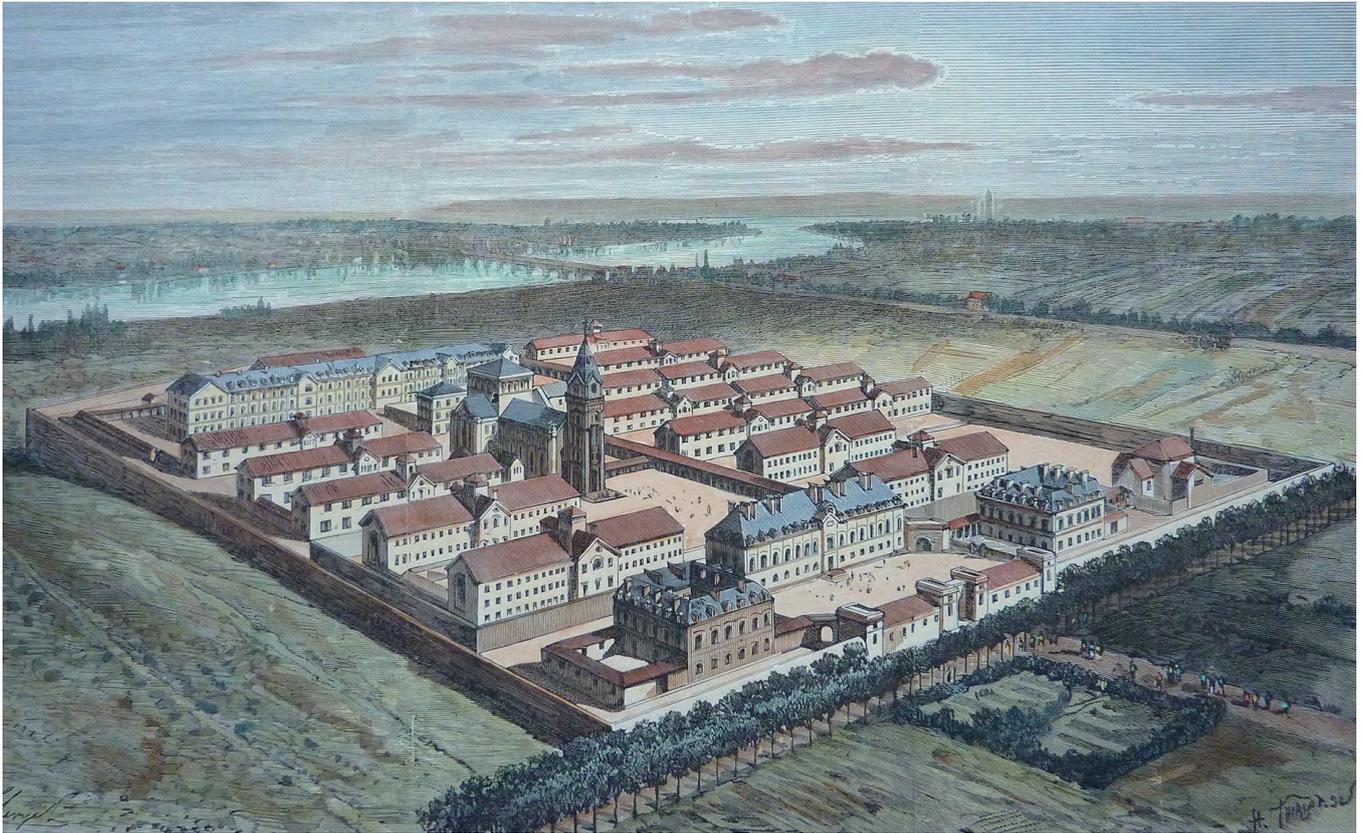
Patrick Jarry

Maire de Nanterre

Président du conseil d'administration du centre d'accueil et de soins hospitaliers



Localisation de la Maison Départementale sur le plan de 1910 de la ville de Nanterre



Le projet d'Hermant

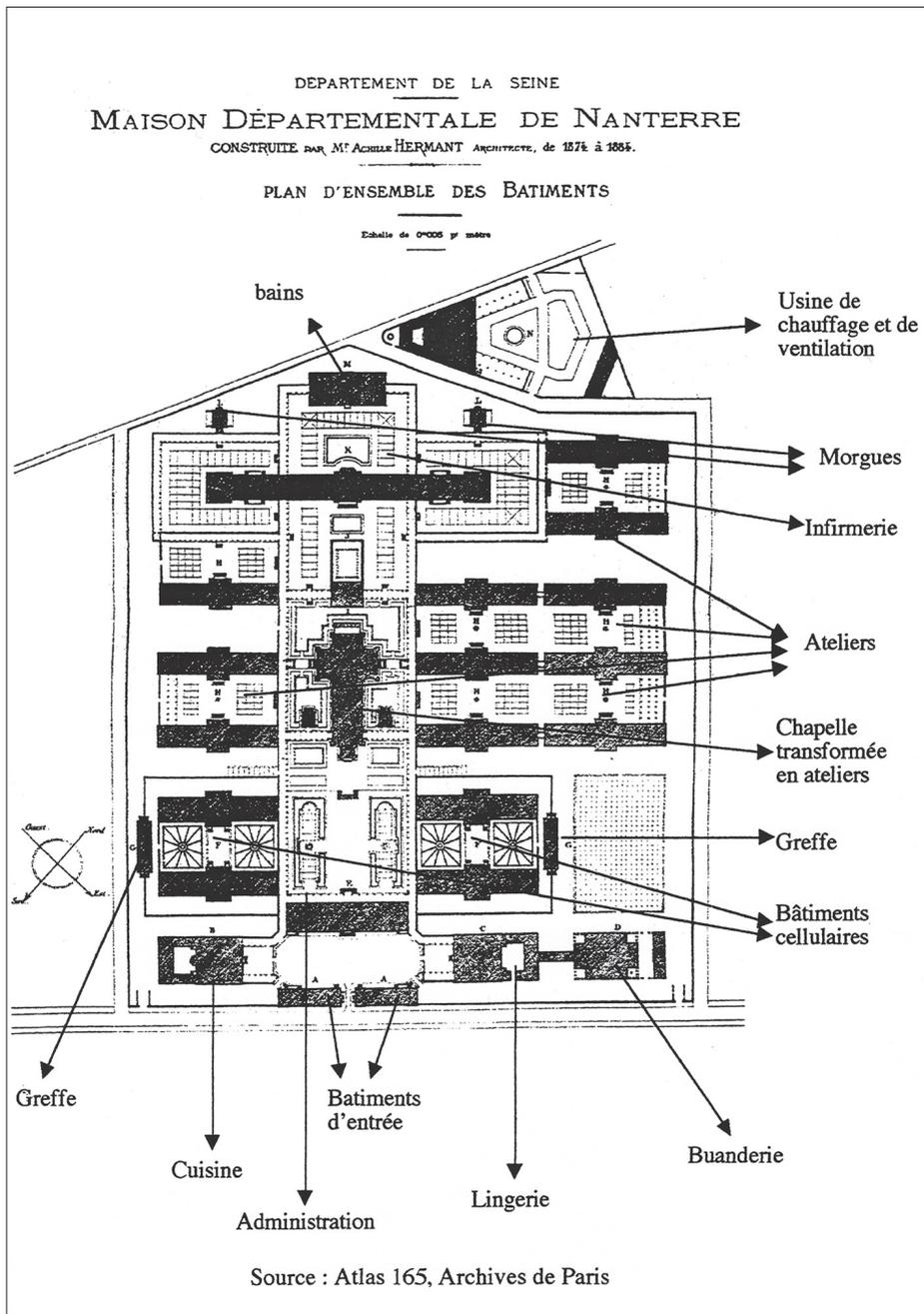
UNE ARCHITECTURE RATIONALISTE

Achille Hermant a adopté un plan dit «en peigne», éclaté en pavillons, caractéristique de l'architecture hospitalière. L'entrée de l'établissement se fait par le côté sud, sur la route de Saint-Denis par Colombes, (actuelle avenue de la République). Elle est dressée en pierre de taille. Elle est constituée de deux pylônes massifs flanqués chacun d'un pavillon ; celui de gauche comprend les logements du concierge et d'un sous-brigadier, celui de droite comprend un corps de garde, une chambre d'officier et une chambre de sous-officier. Une double porte cochère surmontée d'un attique s'ouvre sur une vaste cour d'honneur, délimitée par le bâtiment administratif au centre et les annexes sur les côtés.

Les bâtiments de service, espacés par un jardin, sont alignés sur un axe longitudinal nord-sud, divisant le terrain en deux parties. Ils se distinguent par le choix des matériaux de construction : le moellon et la pierre de taille.

On trouve successivement : le bâtiment de l'administration et ses annexes, précédé d'une vaste cour d'honneur, la chapelle (qui restera inachevée) flanquée de deux oratoires, l'un pour le culte protestant et l'autre pour le culte juïaïque. Ensuite se succèdent le pavillon de la communauté des religieuses, puis l'infirmerie, les bains et la morgue.

Cette disposition matérialise la séparation entre le quartier des femmes à l'ouest et celui des hommes à l'est.



Entrée avenue de la République



La cour d'honneur. Au fond, la galerie d'accès pour les arrivants.

LES DORTOIRS ET ATELIERS

La conception des bâtiments élevés sur caves et leurs aménagements répondent aux préceptes hygiénistes de l'époque. Leur orientation et leur répartition permettent une ventilation naturelle permanente (les anciens usagers de l'hôpital se souviennent encore des courants d'air, qui balayaient les galeries avant que celles-ci ne soient vitrées). De hautes fenêtres assurent l'aération et l'éclairage naturels de chaque bâtiment.

Les dortoirs prévus pour cinquante personnes et les ateliers pour 20 à 165 travailleurs, sont équipés de lavabos sur le palier. Chaque cour est pourvue d'urinoirs et de cabinets munis de chasses d'eau périodiques avec conduite au tout-à-l'égout³. Des tuyaux d'évent aboutissant au toit, évacuent les odeurs.



Un atelier

On remarque les colonnes de fonte qui supportent les poutres de fer, ce qui justifiera un large dépassement du devis

LES LIAISONS ENTRE LES BÂTIMENTS

Pour chaque quartier, une longue galerie ouverte dessert les bâtiments à laquelle ils sont reliés.

Des communications directes entre tous les services et l'usine sont établies par une galerie souterraine centrale à laquelle sont rattachés les sous-sols des bâtiments. Le personnel peut ainsi se déplacer d'un bâtiment à un autre sur toute l'étendue de la Maison. Un réseau téléphonique interne permet d'être en communication avec tous les points de l'établissement, une ligne spéciale est en liaison directe avec la préfecture de police⁴.



Une galerie ouverte

LES ÉQUIPEMENTS

Une usine de production de chaleur et de ventilation installée par la maison Geneste Herscher et Compagnie occupe un terrain annexe en dehors de l'enceinte. La chaleur est répartie dans les bâtiments par des calorifères. Le système est réputé moderne à l'époque.

La Maison est alimentée en eau de Seine, puisée à Suresnes, et rendue potable par son propre système de filtrage.

L'éclairage est assuré par des becs de gaz.



L'usine de production de chaleur et de ventilation, rue de Sartrouville

³ Le tout-à-l'égout n'a été rendu obligatoire à Paris qu'en 1894.

⁴ A Nanterre les trois premiers abonnés au téléphone ont été raccordés en 1894.

Les loisirs

L'établissement est pourvu d'une bibliothèque. En 1909 celle-ci contient 3 144 volumes. Les livres sont distribués à la demande, en permanence pour les pensionnaires inoccupés, et du samedi soir au lundi matin seulement pour les travailleurs.

Sauf pour les 1^e section, les journaux du jour peuvent être achetés à la cantine¹⁴. La lecture des quotidiens permet aux pensionnaires de se tenir informés des événements de l'extérieur. Cependant, l'administration se réserve le droit de suspendre leur vente, quand la presse dénonce les scandales et les irrégularités, touchant la Maison, comme en 1903.

Des jeux de société, de boules, de quilles et de tonneaux sont disponibles pour ceux qui ne sortent pas en permission¹⁵.

Le régime alimentaire

Les régimes alimentaires servis consistent en rations grasses et en rations maigres, en qualité et quantité différentes selon les sections.

Les 1^e et 2^e sections reçoivent par semaine deux rations grasses et cinq rations maigres. Les rations grasses sont composées d'un demi-litre de bouillon servi le matin, dans lequel entrent des légumes verts, et 125 grammes de viande de bœuf servie le soir.

Les rations maigres servies le matin se composent d'un demi-litre de bouillon à base de légumes secs et de saindoux.

La 3^e section reçoit trois rations grasses et quatre rations maigres par semaine.

Une boisson dite « hygiénique » est disponible, à base d'eau bouillie de baie de genièvre, de bois de réglisse et de fleurs pectorales infusées.

Les vieillards de la 4^e section bénéficient d'un régime alimentaire plus favorable. Comprenant trois repas au lieu de deux, plus copieux et plus variés. Le midi le menu comporte un tiers de litre de légumes secs, ou de pommes de terre apprêtées au lard, ou de riz au beurre. Le jeudi et le dimanche leur sont servies deux rations grasses et de fromage le soir.

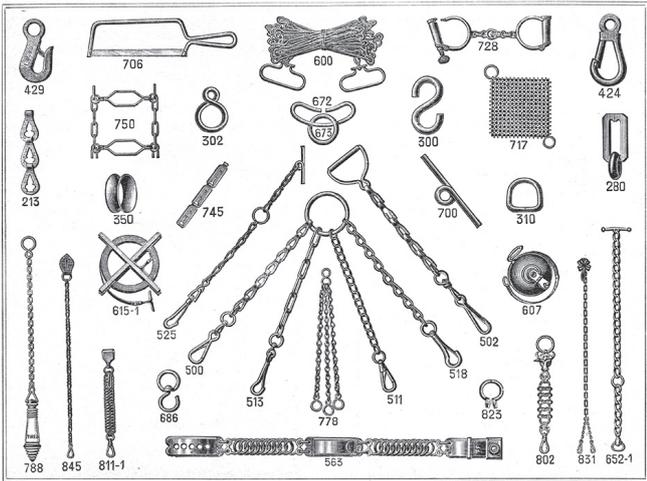


Distribution du repas

Les pensionnaires doivent aller chercher leur repas aux cuisines dans des gamelles à couvercle. Ceux-ci ne seront apportés dans les réfectoires qu'à partir de 1903. L'illustration 8 octobre 1887

14 Petit magasin à l'intérieur où l'on peut acheter des articles d'hygiène, des friandises etc.

15 Noémie Lewin



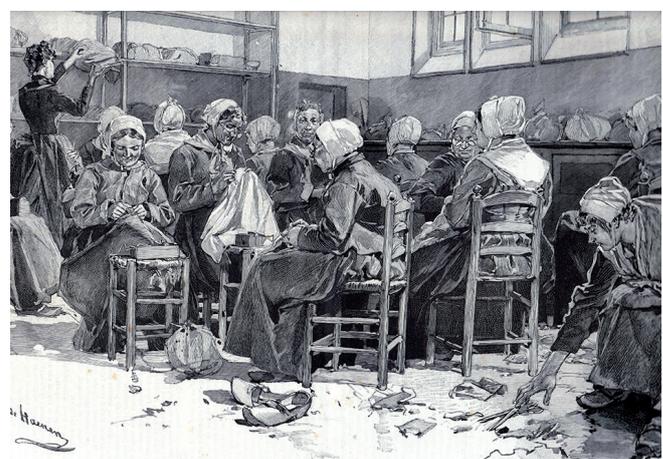
Différents types de chaînes fabriquées pour la Maison Foin à Paris
Celle-ci emploie 56 hébergés



Ateliers des poils
Le travail consiste à séparer, à l'aide de ciseaux, le poil des peaux de lapin qui ont été tannées et désinfectées, pour être utilisé par l'industrie de la chapellerie. Cette tâche est dénoncée comme étant insalubre. L'illustration 15 octobre 1887



La buanderie
Dès 1894, la buanderie-blanchisserie fonctionne en régie. Elle emploie des hébergés encadrés d'ouvriers recrutés.



Les femmes sont occupées aux travaux de couture, linge, vêtements, sacs, etc.



Le séchoir en plein air

ILS ONT VISITÉ LA MAISON DE NANTERRE

Godfrey Morse président du conseil municipal de Boston. Le **29 août 1884**

Félix Faure (1841-1899) Président de la République 1895-1899. Le **17 juin 1897**

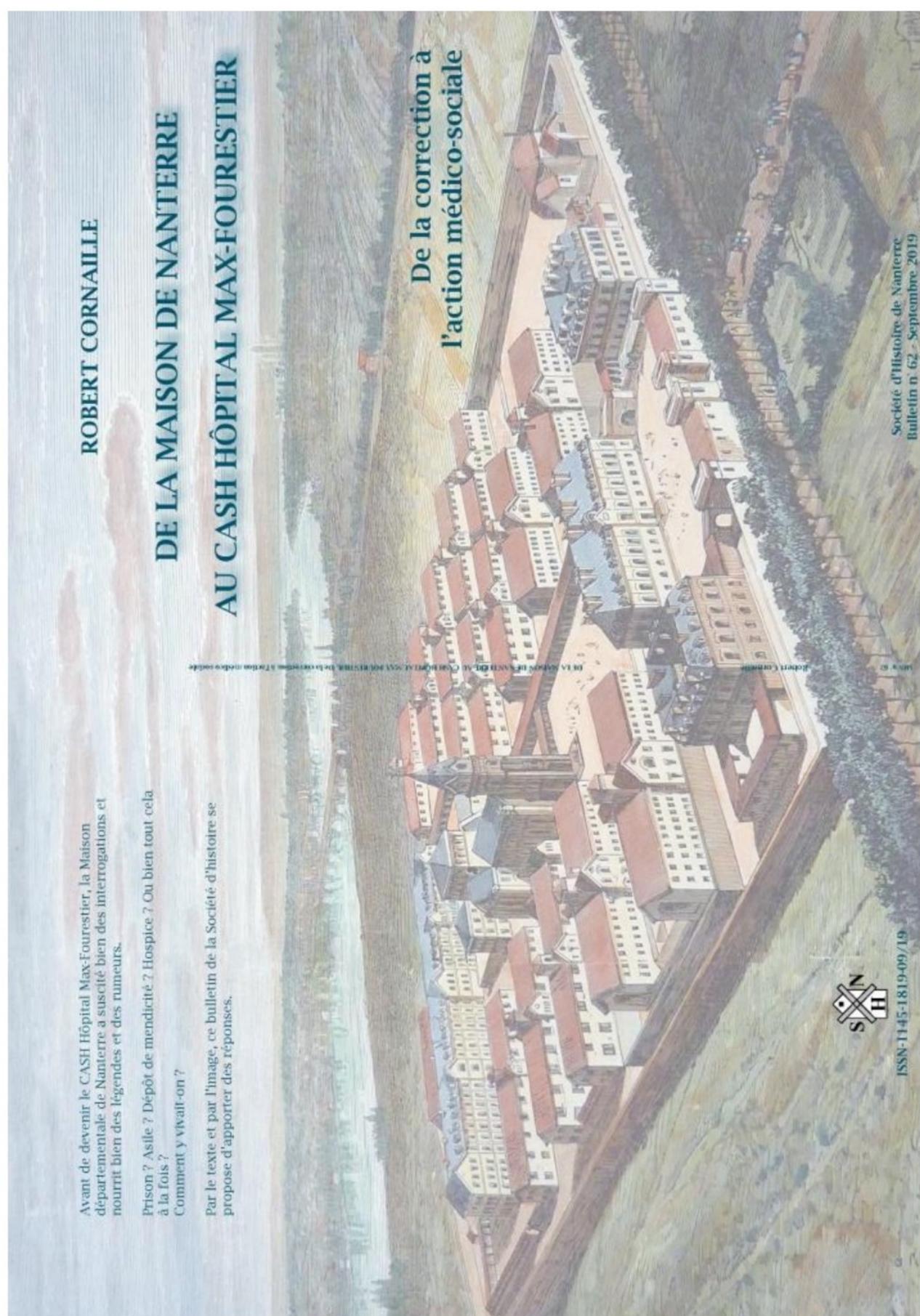
Edouard VII (1841-1910) roi d'Angleterre 1901-1910 . En **1903**

Georges Clemenceau (1841-1929) président du conseil des ministres, octobre 1906- juillet 1909 et novembre 1917 à janvier 1920. Le **29 novembre 1906**

Armand Fallières (1841-1931) Président de la République 1906-1913. Le **4 juillet 1907**

Raymond Poincaré (1860-1934) Président de la République 1903-1920. Le **20 mars 1913**

Joseph Franceschi secrétaire d'État chargé des personnes âgées. Le **4 août 1980**



CONCLUSION

Pendant plus d'un siècle, la Maison de Nanterre, placée sous l'autorité du préfet de police, a été un lieu de relégation des plus démunis.

Malgré la fermeture des quartiers carcéraux, un mode de fonctionnement coercitif y a été maintenu.

Sous couvert de corriger « *un vice de paresse* » et de préparer à une réinsertion dans la société, le travail obligatoire a été un moyen d'occuper les hommes et les femmes hébergés au dépôt de mendicité. En employant ce personnel auxiliaire, l'établissement a pu fonctionner en quasi autonomie.

La recherche d'une gestion dans la plus stricte économie a conduit aux pires excès dénoncés par les contemporains.

La renommée acquise par la qualité des soins dispensés par les équipes médicales de l'hôpital, a été durablement altérée par l'emploi d'assistés comme agents hospitaliers.

Cependant, malgré l'extrême sévérité des conditions de séjour, force est de reconnaître l'action de bienfaisance de la Maison de Nanterre qui constituait le seul refuge d'urgence aux personnes sans abris et sans ressources, exposées aux aléas de la vie dans la rue.

La population du quartier du Petit-Nanterre a subi les désagréments des comportements scandaleux dus à l'alcoolisme d'un grand nombre d'hébergés, sur la voie publique, aux abords des habitations et des écoles.

Les élus de Nanterre et de Colombes, forts du soutien actif des associations de quartier, ont multiplié les interventions auprès des services de l'État, pour obtenir l'éclatement du dépôt de mendicité et de l'hospice en petites structures réparties dans la capitale et les villes de la couronne.

En 1989, la création du CASH a ouvert la voie à de réelles transformations de l'institution.

Sous le nom de Max-Fourestier l'hôpital a acquis toute sa légitimité comme hôpital de proximité, apprécié des usagers.

L'attachement des Nanterriens à «leur hôpital» s'est manifesté lors des décisions prises par l'ARS.

Les transferts de certains services à l'hôpital Louis-Mourier de Colombes, a rencontré une vive opposition des élus, du personnel soignant, des associations de quartier et des habitants constitué en comité de défense.

Enfin les dispositions adoptées en 2017, qui attribuent la présidence du conseil d'administration au maire de Nanterre et intègrent les terrains et locaux au patrimoine communal, ouvrent de nouvelles perspectives. Ce nouveau statut autorise la réorganisation des différents pôles d'activités et la réalisation des projets de restructuration urbaine en ouvrant le site sur le quartier du Petit-Nanterre.